

"Ce que je pense de la coexistence pacifique" dans Etudes soviétiques (Octobre 1959)

Légende: En octobre 1959, Nikita S. Khrouchtchev, Premier secrétaire du Parti communiste soviétique, publie dans la revue américaine de géopolitique Foreign Affairs un article retentissant sur l'état des relations Est-Ouest.

Source: Etudes soviétiques. 1959, n° 139. Paris: Etudes soviétiques. "Ce que je pense de la coexistence pacifique", auteur:Khrouchtchev, Nikita , p. 1-16.

Copyright: (c) Etudes soviétiques

URL: http://www.cvce.eu/obj/ce_que_je_pense_de_la_coexistence_pacifique_dans_etudes_sovietiques_octobre_1959-fr-a231db94-ad9e-430c-8b61-12354f373ffc.html

Date de dernière mise à jour: 03/07/2015

Ce que je pense de la coexistence pacifique

On m'a dit que la question de la coexistence pacifique des Etats avec des systèmes sociaux différents occupe actuellement les pensées de nombreux Américains, et d'ailleurs pas seulement des Américains. La question de la coexistence, surtout à notre époque, intéresse littéralement tous les hommes. Tous nous comprenons fort bien que des changements colossaux sont survenus dans le monde.

En effet, on a vu disparaître à tout jamais l'époque où il fallait naviguer des semaines sur l'Océan pour aller d'un continent à l'autre et où le voyage d'Europe en Amérique, ou d'Asie en Afrique, était une entreprise extrêmement compliquée. A l'échelle de la technique moderne notre planète n'est plus tellement grande et on s'y sentirait même un peu à l'étroit ; si dans notre vie quotidienne il est très important d'établir des relations normales avec les voisins dans une agglomération fortement peuplée, dans les relations entre les Etats, qui de plus appartiennent à des systèmes sociaux différents, cela est d'autant plus nécessaire.

Votre voisin peut vous plaire ou ne pas vous plaire. Vous n'êtes pas obligé de vous lier d'amitié avec lui et d'aller en visite chez lui. Mais vous vivez côte à côte et que faire si ni vous ni lui ne voulez quitter le lieu auquel vous vous êtes habitué pour vous rendre dans une autre ville. A plus forte raison il en est ainsi dans les relations entre les Etats. Il serait déraisonnable de supposer que l'on réussisse à faire tant de misères au voisin désagréable, qu'il se décide à partir quelque part sur Mars et Vénus, et vice-versa bien sûr.

Que reste-t-il à faire ? Il n'y a que deux issues : ou bien la guerre, et il faut dire que la guerre, au siècle des missiles et de la bombe à hydrogène, est grosse des conséquences les plus graves pour tous les peuples, ou bien la coexistence pacifique. Que ton voisin te plaise ou non, il n'y a rien d'autre à faire, qu'à trouver un terrain d'entente avec lui car nous n'avons qu'une seule planète.

Mais la notion même de la coexistence pacifique effraie, comme on le dit par sa complexité apparente, certaines gens qui ont perdu l'habitude de faire confiance à leurs voisins et qui voient un double fond dans chaque valise. Ces politiques, en entendant prononcer le terme de coexistence, commencent à le manipuler de toute manière, à le soupeser, à l'appliquer à diverses mesures en se disant : ne nous aurait-on pas trompés, ne serait-ce pas un piège ? La coexistence ne signifierait-elle pas la division du monde en régions entourées de hautes clôtures et ne communiquant pas les unes avec les autres ? Et que se passera-t-il derrière cette clôture ?

Plus les maîtres de la « guerre froide » accumulent artificiellement de pareilles questions, moins l'homme de la rue arrive à s'y reconnaître. C'est pourquoi il serait opportun aujourd'hui de séparer le fond de la question de tout le superflu et de tenter d'examiner avec lucidité le problème le plus brûlant de l'actualité qu'est la question de la coexistence pacifique.

Point n'est besoin de s'engager plus avant dans le labyrinthe de l'Histoire pour comprendre quelle importance a pour l'humanité la garantie de la coexistence pacifique bien que, disons-le en passant, en son temps, les Européens eussent beaucoup gagné si, au lieu de l'organisation de croisades insensées qui se sont invariablement terminées par un échec, ils avaient su organiser des relations pacifiques avec les peuples hétérodoxes de l'Orient musulman.

Voyons les faits d'un passé relativement récent, alors que la ligne de séparation entre les Etats était constituée non pas par une différence de croyance religieuse et de coutumes mais par des divergences de principe bien plus profondes dans le choix des systèmes sociaux. Cette situation nouvelle a surgi à la limite des années vingt lorsque, sous le grondement des canons du croiseur russe « Aurore » qui s'était joint aux ouvriers et aux paysans révoltés, on a vu apparaître dans le monde un régime social nouveau, inconnu jusque-là : un Etat ouvrier et paysan.

Son apparition a été accueillie par les cris de mécontentement de ceux qui pensaient naïvement que le régime capitaliste serait éternel et invariable. D'aucuns ont même tenté d'étouffer dans son berceau l'enfant inattendu. Chacun sait comment cela s'est terminé : notre peuple a voté par les armes pour le pouvoir soviétique et celui-ci s'est affirmé. Et déjà, à cette époque, en 1920, répondant à une question du

correspondant du journal américain « New York Evening Journal » : « Quelles sont les bases de la paix entre la Russie soviétique et l'Amérique ? », V. Lénine déclarait : « Que les impérialistes américains ne nous touchent pas. Nous autres nous ne les toucherons pas. »

Dès les premiers jours qui ont suivi sa naissance, l'Etat soviétique a proclamé la coexistence pacifique comme principe fondamental de sa politique extérieure. Il ne faut pas considérer comme un hasard le fait que le premier acte d'Etat du pouvoir soviétique a été un décret sur la paix, un décret sur la cessation de la guerre sanglante.

Qu'est-ce que la politique de la coexistence pacifique ? Dans son expression la plus simple elle signifie le renoncement à la guerre comme moyen de règlement des questions litigieuses. Cependant cela n'épuise nullement la notion de coexistence pacifique. En plus de l'engagement de non-agression, elle suppose aussi l'engagement de tous les Etats de ne pas violer l'intégrité territoriale et la souveraineté des autres sous aucune forme et sous aucun prétexte. Le principe de la coexistence pacifique signifie le renoncement à l'ingérence dans les affaires intérieures des autres pays aux fins de changer leur régime d'Etat ou leur mode de vie ou bien pour d'autres motifs quelconques. La doctrine de la coexistence pacifique prévoit aussi que les relations politiques et économiques entre les pays doivent se baser sur l'entière égalité des droits des parties et sur la réciprocité des avantages.

En Occident on dit assez souvent que la coexistence pacifique ce n'est ni plus ni moins qu'une tactique des Etats socialistes. De pareilles affirmations ne renferment pas un seul brin de vérité. Notre aspiration à la coexistence pacifique et à la paix n'est pas conditionnée par des considérations de conjoncture et de tactique. Elle découle de la nature même de la société socialiste où il n'y a ni classes ni groupes sociaux intéressés à s'enrichir au moyen de la guerre ou bien à annexer et à asservir les territoires d'autrui. Grâce au système socialiste, l'Union Soviétique et les autres pays socialistes disposent d'un marché intérieur illimité et c'est pourquoi ils n'ont aucune raison d'appliquer la politique expansionniste de conquête et de subordination des autres pays à leur influence.

C'est le peuple lui-même qui décide des destinées des Etats socialistes. Les Etats socialistes sont gouvernés par les travailleurs eux-mêmes : les ouvriers et les paysans, ceux qui créent directement tous les biens matériels et spirituels de la société. Les travailleurs ne peuvent aspirer à la guerre. En effet, pour eux, la guerre c'est le chagrin et les larmes, la mort, la destruction et la misère. Les simples gens n'ont pas besoin de la guerre.

En dépit de ce que disent certains propagandistes qui nous sont hostiles, la coexistence des Etats aux systèmes sociaux différents ne signifie pas qu'ils ne feront que s'isoler l'un de l'autre par de hautes clôtures et prendront l'engagement réciproque de ne pas se jeter de pierres par dessus les clôtures et de ne pas s'abreuver d'injures. Non, la coexistence pacifique ce n'est pas une simple vie parallèle dont la guerre est absente mais qui reste soumise à une menace constante dans l'avenir. La coexistence pacifique peut et doit se transformer en compétition pacifique pour la meilleure satisfaction de tous les besoins de l'homme.

Nous disons aux dirigeants des Etats capitalistes : vérifions donc en pratique quel est le meilleur système, rivalisons donc sans guerre. C'est bien mieux que de rivaliser pour être celui qui créera davantage d'armes et celui qui battra l'autre. Nous avons toujours été et nous serons toujours pour une compétition qui contribue à l'élévation du bien-être du peuple.

Le principe de la coexistence pacifique ne réclame nullement de tel ou tel Etat de renoncer à l'ordre et à l'idéologie qu'il a choisis. Il va de soi que l'adoption de ce principe ne peut entraîner la disparition immédiate des litiges et des contradictions, inévitables entre les pays appartenant à des systèmes sociaux différents. Mais son adoption assure l'essentiel : les Etats qui ont décidé de s'engager dans la voie de la coexistence pacifique renoncent au recours à la force sous n'importe quelle forme et s'entendent pour régler pacifiquement les litiges et les conflits éventuels, compte tenu des intérêts réciproques des parties intéressées. Ceci, à notre siècle de développement des armes à hydrogène et atomiques, est l'essentiel de ce qui intéresse chaque homme.

Faisant preuve de scepticisme à l'égard des idées de la compétition pacifique, le vice-président des Etats-Unis d'Amérique, R. Nixon, prenant la parole à la radio et à la télévision de Moscou en août 1959, a tenté de trouver des contradictions entre les déclarations des Soviétiques sur leur empressement à coexister pacifiquement avec les Etats capitalistes et les mots d'ordre qui ornent les ateliers de nos usines appelant à accroître la productivité du travail pour la victoire la plus prompte du communisme.

Ce n'est pas la première fois que nous avons l'occasion d'entendre de semblables raisonnements de la part des représentants des pays bourgeois. Ils disent : les dirigeants soviétiques affirment qu'ils sont pour la coexistence pacifique et en même temps ils déclarent qu'ils luttent pour le communisme et ils disent même que le communisme triomphera dans tous les pays. Quelle coexistence pacifique peut donc exister avec l'Union Soviétique si cette dernière lutte pour le communisme ?

Ceux qui posent ainsi la question font volontairement ou involontairement la confusion entre les problèmes de la lutte idéologique et ceux des rapports entre les Etats. Ceux qui font cette confusion sont mus, plutôt, par le désir de jeter le discrédit sur les communistes de l'Union Soviétique et de les représenter comme des partisans d'actions agressives. Mais ce n'est guère intelligent.

Le Parti communiste de l'Union Soviétique a déclaré clairement et bien nettement à son XX^e Congrès que les allégations selon lesquelles l'Union Soviétique avait l'intention de renverser le capitalisme dans les autres pays au moyen de « l'exportation » de la révolution, ne reposent sur aucun fondement. Je ne peux me retenir de rappeler les paroles que j'ai prononcées au XX^e Congrès du P.C.U.S. Voilà ce que j'avais dit : « Certes, parmi nous, les communistes, il n'y a pas de partisans du capitalisme. Mais cela ne signifie nullement que nous sommes ingérés ou que nous nous apprêtons à nous ingérer dans les affaires intérieures des pays où règne le régime capitaliste. Romain Rolland avait raison lorsqu'il disait que l'on n'amène pas la liberté, comme les Bourbons dans les fourgons de l'étranger. Il serait ridicule de croire que la révolution se fait sur commande. »

Nous, les communistes, nous sommes persuadés qu'en définitive l'idée du communisme triomphera dans le monde entier tout comme elle a triomphé dans notre pays, en Chine et dans de nombreux autres Etats. Il est possible que de nombreux lecteurs du « Foreign affairs » ne soient pas d'accord avec nous. Il se peut qu'ils considèrent que l'idée du capitalisme l'emportera en définitive. C'est leur droit de penser ainsi. Nous pouvons discuter et nous pouvons ne pas être d'accord. L'essentiel consiste à s'en tenir aux positions de la lutte idéologique sans recourir aux armes pour avoir raison. Il ne faut pas oublier qu'avec la technique militaire moderne il n'y a plus dans le monde de points invulnérables. Si la guerre mondiale est déclenchée, pas un seul pays ne parviendra à échapper à ses coups foudroyants.

Nous estimons, pour notre part, qu'en définitive sur la Terre triomphera le régime qui offrira aux peuples les plus grandes possibilités pour améliorer leur vie matérielle et spirituelle. Le socialisme précisément crée de larges perspectives sans précédent pour l'essor créateur inlassable des masses populaires, pour l'épanouissement véritable de la science et de la culture, pour la réalisation des aspirations de l'homme à une vie heureuse, sans déshérités ni chômeurs, à une enfance joyeuse, à une vieillesse tranquille, pour la réalisation des plus audacieux projets de l'homme, du droit de l'homme de créer véritablement, librement, au nom des intérêts du peuple.

Mais lorsque nous disons que dans la compétition des deux systèmes - capitaliste et socialiste - c'est notre système qui l'emportera, cela ne signifie pas bien sûr que nous remporterons la victoire en nous ingérant dans les affaires intérieures des pays capitalistes.

Notre certitude de la victoire du communisme est d'un tout autre genre. Elle se base sur la connaissance des lois du développement de la société. Tout comme en son temps, le capitalisme en tant que régime plus progressiste est venu remplacer le féodalisme, de même, le capitalisme sera inévitablement remplacé par un régime social plus progressiste et plus juste : le communisme. Nous sommes sûrs de la victoire du système socialiste parce qu'il est un système plus progressiste que le régime capitaliste. Le pouvoir soviétique n'existe que depuis un peu plus de quarante ans et il est à remarquer que, durant ces années, nous avons traversé deux terribles guerres, nous avons repoussé les attaques des ennemis qui ont tenté de nous étrangler.

Aux Etats-Unis, le capitalisme existe depuis plus d'un siècle et demi et, de plus, l'histoire des Etats-Unis a été telle que leurs ennemis n'ont pas débarqué une seule fois sur le territoire américain.

Et cependant le développement de l'U.R.S.S. et des Etats-Unis est tel que le pays des Soviets, qui ne compte que quarante-deux ans d'existence, a déjà la possibilité de jeter un défi de compétition économique à un Etat capitaliste de cent cinquante ans ; il est à remarquer que les personnalités américaines les plus perspicaces reconnaissent que l'Union Soviétique rattrape à des rythmes rapides les Etats-Unis et qu'elle les devancera en définitive. En observant le déroulement de cette compétition, chacun peut juger quel système est le meilleur et nous sommes sûrs qu'en définitive tous les peuples s'engageront dans la voie de la lutte pour l'édification de la société socialiste.

Vous n'êtes pas d'accord avec nous ? Démontrez alors en pratique que votre système est meilleur et plus efficace, qu'il est en état d'assurer le bien-être du peuple dans une plus grande mesure que le système socialiste, que sous le capitalisme l'homme peut être plus heureux que sous le socialisme. C'est impossible ! Je ne saurais expliquer autrement le fait qu'en Occident on parle sans cesse de « refouler » le communisme par la force. Tout dernièrement encore le Sénat et la Chambre des représentants du Congrès des Etats-Unis ont trouvé bon d'adopter une résolution demandant la « libération » des pays socialistes et, qui plus est, de toute une série de républiques fédérées au sein de l'Union Soviétique prétendument asservis par le communisme. Les auteurs de cette résolution appellent à « libérer » l'Ukraine, la Biélorussie, la Lituanie, la Lettonie, l'Estonie, l'Arménie, l'Azerbaïdjan, la Géorgie, le Kazakhstan, la Turkménie et même une certaine « circonscription de l'Oural ».

Je ne vous dirais pas toute la vérité si je ne vous faisais pas savoir que les Soviétiques ont considéré l'adoption de cette malencontreuse résolution comme un acte de provocation. Je suis d'accord avec cette appréciation.

Il serait curieux de savoir comment auraient réagi les auteurs de cette résolution si par exemple le Parlement du Mexique avait adopté une décision exigeant de « libérer de l'esclavage américain » le Texas, l'Arizona et la Californie. Probablement, ils n'ont pas réfléchi à cette question et ils ont eu tort. Parfois une comparaison aide à comprendre le fond des choses.

En voyageant à travers l'Union Soviétique, des hommes d'Etat et des personnalités éminentes de la vie publique des Etats-Unis ont eu l'entière possibilité de se convaincre qu'il n'y avait aucun espoir de dresser les Soviétiques contre le Parti communiste et le gouvernement soviétique et d'influer sur eux pour qu'ils se révoltent contre le communisme. Mais comment comprendre alors les tentatives incessantes de ressusciter la politique de « refoulement » du communisme ? De quoi s'agit-il ? D'une ingérence armée dans les affaires intérieures des pays socialistes ? Or, en Occident comme à l'Est les hommes comprennent parfaitement que, dans les conditions de la technique militaire moderne, ce genre d'action entraînerait un châtement immédiat et implacable.

Ainsi nous revenons à notre point de départ : de nos jours, il n'existe que deux voies : ou bien la coexistence pacifique, ou bien la guerre la plus destructive de toute l'histoire. Il n'y a pas de troisième voie !

Le problème de la coexistence pacifique des Etats aux systèmes sociaux différents a pris une actualité particulière du fait qu'après la deuxième guerre mondiale le développement des rapports entre les Etats s'est engagé dans une nouvelle phase : nous arrivons aujourd'hui à une période de la vie de l'humanité où existe une possibilité réelle d'exclure définitivement et pour toujours la guerre de la vie de la société.

Comment peut-on la réaliser ?

La nouvelle répartition des forces internationales qui s'est créée, après la deuxième guerre mondiale, donne des raisons d'affirmer que, désormais, une nouvelle guerre mondiale n'est plus fatale, qu'on peut la prévenir.

Premièrement, de nos jours, luttent activement pour la paix, non seulement tous les Etats socialistes, mais aussi de nombreux Etats d'Asie et d'Afrique qui se sont engagés dans la voie du développement national

indépendant, de même que beaucoup d'autres Etats qui ne font pas partie des blocs militaires agressifs.

Deuxièmement, la politique de paix bénéficie d'un appui puissant des larges masses populaires dans le monde entier.

Troisièmement, les Etats socialistes pacifiques disposent de puissants moyens matériels, ce qui ne peut manquer de tenir en respect les agresseurs.

Avant la deuxième guerre mondiale l'U.R.S.S. était l'unique pays socialiste et elle ne représentait pour sa part que 17 % du territoire, environ 9 % de la population du globe et environ 10 % de la production mondiale. De nos jours, les pays socialistes occupent déjà environ un quart du territoire du globe où vit un tiers de la population mondiale, tandis que leur production industrielle constitue près d'un tiers de la production mondiale.

Tout cela explique le fait irrécusable que durant ces dernières années on est parvenu à étouffer dans l'œuf les foyers de guerre qui surgissaient çà et là dans le monde au Proche-Orient et en Europe, en Extrême-Orient et dans le Sud-Est asiatique.

Mais qu'est-ce qui nous attend à l'avenir ?

Comme on sait, par suite de l'accomplissement et du dépassement du plan septennal de développement de l'économie nationale de l'U.R.S.S. ainsi que des plans réalisés par les autres pays socialistes de l'Europe et de l'Asie, la part des Etats faisant partie du système socialiste sera d'un peu plus de la moitié de la production mondiale. La puissance économique de ces Etats s'accroîtra immensément, ce qui contribuera dans une mesure encore plus grande à la consolidation de la paix dans le monde entier : la puissance matérielle et l'influence morale des Etats pacifiques seront si considérables que tout militariste endurci devra réfléchir dix fois avant de se risquer à déclencher la guerre. C'est un bonheur pour l'humanité qu'existe aujourd'hui une communauté d'Etats socialistes qui ne sont pas intéressés à de nouvelles guerres, car pour édifier le socialisme et le communisme les pays socialistes ont besoin de la paix. La communauté des pays socialistes qui s'est créée sur la base de l'égalité absolue occupe à présent une telle situation dans le développement de toutes les branches de l'économie, de la science et de la culture qu'elle peut influencer et empêcher le déclenchement de nouvelles guerres mondiales.

Ainsi, nous approchons déjà pratiquement de la phase de la vie de l'humanité où rien n'empêchera les hommes de se vouer entièrement au travail pacifique, où la guerre sera totalement exclue de la vie de la société.

Mais, si nous disons qu'à l'heure actuelle la guerre n'est pas fatale, cela ne signifie nullement que nous pouvons nous reposer sur nos lauriers, croiser les bras et nous chauffer au soleil en nous disant qu'on en a fini une fois pour toutes avec les guerres. Ceux qui en Occident estiment que la guerre est avantageuse pour eux n'ont pas encore abandonné leurs desseins. Ils possèdent des forces matérielles considérables, des leviers militaires et politiques et nul ne peut être sûr qu'ils ne tenteront pas un jour tragique de les mettre en action. Il est d'autant plus nécessaire de poursuivre une lutte active pour que la politique de la coexistence pacifique triomphe dans le monde entier, non en paroles mais dans les faits.

Que cette politique bénéficie de nos jours non seulement de la plus large approbation morale, mais aussi de la reconnaissance juridique internationale, ce fait a certes une grande importance. Dans leurs relations avec les Etats capitalistes, les pays du camp socialiste s'inspirent précisément de cette politique. Les principes de la coexistence pacifique ont trouvé leur expression dans les décisions de la Conférence de Bandoeng des pays d'Asie et d'Afrique. Bien plus, de nombreux Etats d'Europe, d'Asie et d'Afrique ont proclamé solennellement ce principe comme base de leur politique étrangère. Enfin l'idée de la coexistence pacifique a bénéficié de l'appui unanime dans les décisions des XII^e et XIII^e sessions de l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies.

A notre avis, la coexistence pacifique ne peut devenir solide que si les bonnes déclarations sur la lutte pour

la paix sont corroborées par des actions énergiques des gouvernements et des peuples de tous les pays. Pour ce qui est de l'Union Soviétique, elle a déjà fait beaucoup sous ce rapport et je peux vous faire part d'une certaine expérience.

Dès le 12 mars 1951, le Soviet Suprême de l'U.R.S.S. avait adopté une « loi sur la défense de la paix » qui disait :

« 1° Considérer que la propagande de guerre, quelle que soit la forme sous laquelle elle est faite, sape la cause de la paix, crée une menace de nouvelle guerre et constitue, de ce fait, un très grave crime contre l'humanité.

« 2° Faire traduire en justice les personnes coupables de propagande de guerre et les juger comme de grands criminels de droit commun. »

Ensuite, l'Union Soviétique a unilatéralement réduit ces dernières années ses forces armées de plus de deux millions d'hommes. Les capitaux rendus ainsi disponibles ont été employés au développement de l'économie nationale et à l'amélioration des conditions matérielles et culturelles du peuple soviétique.

L'Union Soviétique a liquidé ses bases en territoires étrangers.

L'Union Soviétique a interrompu unilatéralement les essais d'armes atomiques et elle s'est abstenue de procéder à ces essais jusqu'au moment où il est devenu clair que les puissances occidentales avaient refusé de suivre notre exemple, et continuaient leurs explosions.

L'Union Soviétique a proposé à maintes reprises d'élaborer en détail des propositions tout à fait réalisables, concernant le désarmement et allant au-devant des positions des puissances occidentales. Mais, pour résoudre le problème du désarmement, il faut l'accord et le désir des partenaires occidentaux de rapprocher leurs thèses de la nôtre et c'est précisément ce qui a manqué.

Après avoir constaté qu'il était très difficile de résoudre d'un seul coup, dans ces conditions, le problème compliqué du désarmement, nous avons proposé à nos partenaires une autre idée concrète : concentrons notre attention sur les questions qui peuvent être tranchées plus facilement, prenons les premières mesures partielles dans les domaines où les points de vue des parties se rapprochent.

Il est tout à fait clair, que de nos jours, parmi ces questions il y a avant tout l'arrêt des essais des armes atomiques et à hydrogène. Un certain progrès constaté dans ce domaine permet d'espérer que dans un proche avenir sera réalisé un accord sur l'arrêt des essais nucléaires. L'application de cette mesure sera, certes, un pas important dans la voie de la solution du problème du désarmement et de l'interdiction des armes nucléaires en général.

Accordant une grande importance aux contacts et aux relations entre les hommes d'Etat de tous les pays, le gouvernement soviétique avait proposé il y a quelques années de convoquer une conférence des chefs de gouvernement de l'Est et de l'Ouest, afin de s'entendre, compte tenu de la situation réelle et dans un esprit de compréhension réciproque, sur des mesures concrètes dont la réalisation permettrait de réduire la tension internationale.

Nous avons proposé d'examiner à cette conférence des questions internationales dont la solution est rendue possible du fait de l'existence de prémisses réelles. Comme premier pas dans la voie menant à un tel règlement, nous avons proposé aux puissances intéressées de conclure un traité de paix avec l'Allemagne et d'accorder à Berlin-Ouest le statut de ville libre démilitarisée. Je voudrais souligner tout particulièrement que nous nous inspirions avant tout de la nécessité de tirer enfin un trait sous les séquelles de la deuxième guerre mondiale.

Nous considérons comme primordiale la question de la liquidation des vestiges de la deuxième guerre mondiale et de la conclusion d'un traité de paix avec les deux Etats allemands, la République Démocratique

Allemande et la République Fédérale Allemande.

En effet, quatorze années se sont écoulées depuis la guerre et le peuple allemand n'a pas encore de traité de paix. En faisant traîner en longueur le règlement pacifique avec l'Allemagne, on a offert de larges possibilités aux militaristes et revanchards ouest-allemands d'intensifier leur activité. Ils ont déjà proclamé leurs plans agressifs en formulant par exemple leurs prétentions sur des terres de Pologne et de Tchécoslovaquie. Il va sans dire que les revanchards allemands ne pensent pas seulement à une marche vers l'Est, ils connaissent également le chemin menant à l'Ouest. On sait par l'histoire de la deuxième guerre mondiale que les Hitlériens ont occupé l'Europe occidentale avant d'attaquer l'Union Soviétique.

Mais les peuples d'Europe ne se porteront pas mieux si la guerre générale éclate indépendamment de la direction que choisiront au début de leur agression les revanchards allemands actuels. On ne doit pas dédaigner les leçons de l'Histoire ! Souvent elle se termine tragiquement.

D'aucuns disent : les Soviétiques sont par trop sensibles, est-ce que l'on peut supposer que l'Allemagne occidentale est à même de déclencher actuellement une nouvelle guerre mondiale ?

Ceux qui posent ainsi la question oublient que l'Allemagne occidentale intervient aujourd'hui dans l'arène mondiale non pas isolément, mais dans le cadre du bloc militaire Nord-Atlantique. Elle y joue un rôle de premier plan ; bien plus, la vie montre que l'Alliance Atlantique-Nord se transforme peu à peu en un instrument des militaristes allemands car elle leur facilite la réalisation de leurs plans agressifs. Ainsi, il n'est nullement exclu que l'Allemagne occidentale, profitant de ses positions dans l'Alliance Atlantique-Nord, ne provoque une guerre pour y entraîner ses alliés et précipiter le monde entier dans l'abîme d'une guerre dévastatrice.

Tout cela montre à quel point sont actuelles et réalistes les propositions de l'Union Soviétique sur la conclusion du traité de paix avec l'Allemagne et sur la normalisation de la situation Berlin-Ouest.

Néanmoins, certains adversaires des propositions soviétiques en Occident déclarent qu'il faut exiger de l'Union Soviétique, si elle est pour la coexistence pacifique, l'engagement de maintenir le statut quo. Et d'autres disent même que si les puissances occidentales acceptent de conclure un traité de paix avec les deux Etats allemands, elles reculeront ainsi et l'Union Soviétique doit compenser par quelque chose ce « recul ».

Nous trouvons qu'il n'y a aucune raison de faire de telles affirmations. En effet, il s'agit de liquider les vestiges de la deuxième guerre mondiale et de conclure un traité de paix. Il ne peut s'agir ici de gain pour les uns et de perte pour les autres, d'acquisition pour les uns et de concession pour les autres. Avec un traité de paix toutes les parties intéressées obtiendraient des bases plus solides pour le maintien de la paix en Europe et dans le monde entier. Est-ce que cela ne répond pas aux intérêts de tous les peuples ?

Parfois et surtout ces derniers temps, on va même jusqu'à dire en Occident que la liquidation des vestiges de la deuxième guerre mondiale est un acte qui aggraverait la tension internationale au lieu de la réduire. Il est difficile d'admettre que ces affirmations sont faites sans arrière-pensée alors qu'on essaie de présenter la politique de l'U.R.S.S., visant à garantir une paix solide et durable, dans un miroir déformant, en affirmant qu'elle mènerait presque à la guerre.

Il nous semble que la position soviétique dans la question allemande répond le mieux à la situation réelle.

Il semble que nul en Occident parmi les personnalités sensées ne pose plus maintenant l'exigence irréalisable d'une prétendue réunification de l'Allemagne avant la conclusion du traité de paix, car des hommes politiques de plus en plus nombreux comprennent que la réunification dans les conditions actuelles est un processus qui dépend des Allemands eux-mêmes et non d'une ingérence étrangère. Il faut partir du fait évident que deux Etats allemands existent et que les Allemands doivent décider eux-mêmes comment ils entendent vivre. Puisque ces deux Etats, la R.D.A. et la R.F.A. existent, c'est avec eux qu'il faut conclure un traité de paix, car en faisant traîner en longueur la conclusion de cet acte particulièrement important, non seulement on maintient une situation anormale en Europe, mais on l'aggrave encore.

Pour ce qui est de l'unité de l'Allemagne, je suis convaincu que tôt ou tard l'Allemagne sera réunifiée. Cependant sans attendre ce moment, car personne ne peut prédire quand il arrivera, il ne faut pas s'ingérer dans ce processus intérieur, il ne faut pas maintenir l'état de guerre, ce qui est gros de dangers et d'imprévus pour la paix en Europe et dans le monde. Le désir de conserver la paix et de prévenir une nouvelle guerre doit prendre le dessus sur toutes les autres considérations des hommes d'Etat quelle que soit leur façon de penser. Le nœud gordien doit être tranché ; le traité de paix doit obtenir droit de cité si nous ne voulons pas jouer avec le feu, avec la vie de millions et de millions d'hommes.

Dans ce même ordre d'idées il faut attirer l'attention sur la question de Berlin-Ouest. Il est universellement connu que les revanchards allemands ont transformé Berlin-Ouest en une base permanente d'activité de sape et de diversion visant à provoquer une guerre. Nous rejetons résolument toutes les tentatives d'attribuer à l'Union Soviétique le désir de s'emparer de Berlin-Ouest et de violer le droit de la population de cette partie de la ville de conserver son mode de vie actuel. C'est précisément nous, en exigeant la normalisation de la situation à Berlin-Ouest, qui avons proposé de transformer Berlin-Ouest en ville libre et d'assurer dans cette ville avec les puissances occidentales le mode de vie et le régime qui convient à ses habitants. On voit par là que les positions du gouvernement de l'Union Soviétique et des gouvernements des pays occidentaux, si l'on en juge par leurs déclarations coïncident dans cette question : eux et nous, nous sommes pour l'indépendance de Berlin-Ouest et pour le maintien dans cette ville du mode de vie qui y existe.

Ainsi, il ne reste qu'à surmonter les difficultés qui sont engendrées par la « guerre froide » pour trouver la voie d'un accord sur Berlin-Ouest et sur une question plus vaste, celle de la conclusion du traité de paix avec les deux Etats allemands. Cette voie correspond à l'intérêt de la détente internationale et à la coexistence pacifique ; elle consoliderait la confiance entre les Etats et contribuerait à éliminer graduellement l'inimitié et la suspicion dans les relations internationales.

La réalisation des propositions soviétiques ne serait pas préjudiciable aux intérêts des puissances occidentales et ne donnerait à personne aucun avantage unilatéral. En même temps, le règlement de la question allemande empêcherait un développement dangereux des événements en Europe, éliminerait une des raisons principales de la tension internationale et ouvrirait des perspectives favorables pour le règlement des autres problèmes internationaux.

Les propositions de l'Union Soviétique ont été l'objet d'une discussion à la Conférence des ministres des Affaires étrangères à Genève. Les ministres n'ont pu parvenir à un accord. Cependant la conférence de Genève a réalisé un travail assez important et utile. Un certain rapprochement s'est produit dans les thèses des parties et une possibilité d'accord est apparue sur toute une série de questions.

En même temps, sur diverses questions des divergences importantes subsistent. Je suis profondément convaincu que ces divergences ne sont pas fondamentales, elles ne s'opposent pas à la réalisation d'une entente. Si, pour toute une série de questions importantes, nous avons encore des divergences et qu'une entente n'a pas été réalisée, nous estimons avec raison que c'est là le résultat des concessions que font les puissances occidentales au chancelier Adenauer qui pratique une politique militariste, la politique des revanchards allemands. C'est là un encouragement dangereux au chancelier Adenauer de la part des Etats-Unis, de la Grande-Bretagne et de la France. Il serait bien préférable que les alliés de l'Allemagne occidentale dans le pacte Atlantique-Nord persuadent le chancelier Adenauer, dans l'intérêt du maintien de la paix, de l'idée que sa politique est dangereuse pour la cause de la paix et peut se terminer en définitive par une catastrophe irréparable pour l'Allemagne occidentale.

Tout cela confirme une fois de plus que les représentants des Etats intéressés doivent travailler encore davantage pour trouver des règlements réciproquement acceptables.

Je pense que mon voyage aux Etats-Unis, prévu pour septembre, et la visite qui suivra du président des Etats-Unis D. Eisenhower, en Union Soviétique, donneront la possibilité de procéder à un utile échange de vues, de trouver un langage commun et une compréhension commune des questions à résoudre.

Ainsi nous sommes disposés comme auparavant à faire tout notre possible pour que les relations entre l'Union Soviétique et les autres pays et en particulier les relations entre l'U.R.S.S. et les Etats-Unis se fondent sur l'amitié et répondent entièrement aux exigences de la coexistence pacifique.

Je veux répéter les paroles que j'ai dites à une récente conférence de presse à Moscou : « Si une éclaircie se produit dans les relations soviéto-américaines, cela se répercutera immanquablement aussi sur l'amélioration des rapports avec les autres Etats, aidera à dissiper les nuages sombres dans les autres points du globe. Il va de soi que nous voulons l'amitié non seulement avec les Etats-Unis mais aussi avec les amis des Etats-Unis. Simultanément nous voulons que les Etats-Unis aient de bons rapports, non seulement avec nous, mais aussi avec nos amis. » Que manque-t-il donc encore pour que les principes de la coexistence pacifique deviennent la norme internationale immuable et la pratique quotidienne dans les relations entre l'Ouest et l'Est ?

Certes, on pourrait donner diverses réponses à cette question. Mais pour être franc jusqu'au bout voilà ce qu'il faut dire encore : il faut que tous comprennent le fait irrécusable que le processus historique a un caractère irréversible.

Il est impossible de revenir à la journée d'hier ! Il est temps de comprendre que le monde du vingtième siècle ce n'est plus le monde du dix-neuvième siècle, que, dans le monde actuel, deux systèmes sociaux et économiques diamétralement opposés existent côte à côte et qu'en dépit de tous les assauts contre lui, le système socialiste s'est consolidé à tel point, est devenu une force si considérable, que le retour au passé est désormais impossible.

Les faits réels de l'actualité des dix dernières années montrent éloquemment que la politique du « refoulement » du communisme n'est capable que d'empoisonner la situation internationale, de renforcer la tension dans les rapports entre les Etats, de contribuer à la « guerre froide ». Ni ses animateurs, ni ses exécutants ne sont à même de faire marcher à rebours le développement de l'histoire ni de restaurer le capitalisme dans les pays socialistes.

Nous avons toujours considéré les Américains comme des hommes réalistes. Nous sommes d'autant plus étonnés que parmi les hommes politiques des Etats-Unis il en est toujours qui s'obstinent face à l'échec évident de la politique du « refoulement » du communisme. N'est-il pas temps cependant de regarder les choses avec lucidité et de tirer des conclusions des leçons des quinze dernières années ? Se pourrait-il qu'il ne soit pas clair pour certaines gens que l'application conséquente de la politique de la coexistence pacifique permettrait d'assainir la situation internationale, de réduire très fortement les dépenses militaires et de rendre disponibles de gigantesques ressources matérielles qui pourraient être employées à d'autres buts plus raisonnables ? Dernièrement, le célèbre savant anglais Bernal a cité les chiffres suivants : les dépenses annuelles moyennes globales dans le monde entier pour les besoins militaires se sont élevées, dans la période allant de 1950 à 1957, à la somme gigantesque d'environ 90 milliards de dollars par an.

Que d'usines et de fabriques, de maisons et d'écoles, d'hôpitaux et de bibliothèques aurait-on pu construire partout avec les capitaux qui sont actuellement dépensés à la préparation d'une nouvelle guerre ! Et à quelle vitesse aurait progressé le développement de l'économie des pays sous-développés si nous réservions à ces fins, ne fut-ce qu'une partie des ressources actuellement dépensées à des fins militaires...

Il est impossible de ne pas voir que la politique de coexistence pacifique reçoit une solide base seulement s'il existe un large commerce international que rien ne limite. On peut dire sans risque d'exagération que sans le développement du commerce entre les pays il n'existe pas d'autres bonnes bases pour l'amélioration des rapports entre nos pays.

Si l'on s'en tient, non en paroles, mais en action au principe de la coexistence pacifique entre les Etats, il est parfaitement évident alors qu'aucune divergence idéologique que peut être un empêchement au développement et à l'élargissement des liens économiques réciproquement avantageux, à l'échange de tout ce qu'engendre le génie humain dans la sphère des branches pacifiques de la production matérielle.

On peut rappeler à ce sujet que peu après la naissance du pays des Soviets, encore au début des années vingt,

les pays occidentaux mus par leurs intérêts économiques avaient décidé d'établir des relations commerciales avec notre pays en dépit de graves désaccords idéologiques avec l'Etat soviétique. Depuis, le commerce de l'Union Soviétique avec les pays capitalistes, si on ne prend pas en considération des périodes relativement courtes, a continué à se développer constamment. Aucun différend d'ordre idéologique n'a empêché par exemple le développement important des relations commerciales entre l'Union Soviétique et l'Angleterre au cours de ces dernières années, ainsi qu'avec les autres pays occidentaux.

Nous ne cachons pas notre désir d'établir des relations commerciales normales et des relations d'affaires sans aucune restriction et sans aucune discrimination avec les Etats-Unis également.

En juin de l'année dernière, le gouvernement soviétique a proposé au gouvernement des Etats-Unis de développer les relations économiques et commerciales entre nos deux pays. Nous avons présenté un vaste programme concret de développement du commerce soviéto-américain sur la base de l'avantage réciproque. L'adoption de ces propositions répondrait certainement aux intérêts des deux Etats et peuples. Cependant ces propositions n'ont pas encore eu de suite.

L'Union Soviétique, aspirant à normaliser ses relations commerciales avec les Etats-Unis ne recherche aucun intérêt spécial. Dans notre développement économique nous ne comptons que sur les forces intérieures de notre pays, sur nos propres ressources et possibilités. Tous nos plans de développement économique ont été établis compte tenu de nos possibilités. De même que dans le passé, nous établissons maintenant ces plans en tenant compte seulement de nos propres forces et possibilités. Que nous fassions ou non du commerce avec les pays occidentaux et notamment avec les Etats-Unis, la réalisation de nos plans économiques d'édification pacifique ne sera aucunement retardée.

Et cependant, si nous voulons réciproquement améliorer les relations entre nos pays, il faut éliminer toutes les barrières dans le commerce international. Celui qui veut la coexistence pacifique ne peut manquer de se prononcer pour le développement des relations commerciales, économiques et d'affaires. Ce n'est que sur cette base que peut se développer normalement la vie internationale.

La coexistence pacifique est l'unique voie qui correspond aux intérêts de tous les peuples. Y renoncer signifierait, dans les conditions actuelles, vouer le monde entier à une terrible guerre dévastatrice alors qu'il est tout à fait possible de l'éviter.

Il se peut que l'humanité, qui a atteint un niveau de développement lui permettant de faire des découvertes grandioses et de faire les premiers pas dans la conquête du cosmos, ne puisse pas orienter les formidables réalisations de son génie pour instaurer une paix durable, pour le bien des hommes et non pas pour préparer une nouvelle guerre et détruire ce qui a été créé par le travail pendant des millénaires ? La raison refuse de l'admettre, elle proteste.

Les Soviétiques ont toujours déclaré et déclarent qu'ils ne veulent pas la guerre. Si l'Union Soviétique, les pays amis ne sont pas victimes d'une agression, jamais aucune arme ne sera utilisée par nous ni contre les Etats-Unis, ni contre aucun autre pays. Nous ne voulons ni pour nous, ni pour les autres peuples les horreurs de la guerre, les destructions, les malheurs, la mort. Nous le disons parce que nous ne craignons rien que ce soit : avec nos amis, nous sommes unis et forts comme jamais. Mais c'est précisément pour cela que nous affirmons : on peut et on doit prévenir la guerre. C'est parce que nous voulons préserver l'humanité de la guerre que nous appelons les puissances occidentales à la compétition pacifique et noble, que nous disons à tous : prouvons les avantages de nos systèmes non pas à coups de poings, ni par la guerre, mais par la compétition économique pacifique dans les conditions de la coexistence pacifique.

Pour ce qui est de la question du régime social de tel ou tel Etat, c'est l'affaire intérieure du peuple de chaque pays. Nous avons toujours été et nous sommes pour la non-ingérence dans les affaires intérieures des autres pays. Nous nous en tenons et nous continuons à nous en tenir à ces positions. La question de savoir quel régime existera aux Etats-Unis ou dans d'autres pays capitalistes ne peut être résolue par les autres peuples ou Etats. Cette question peut et doit être tranchée seulement par le peuple américain lui-même, par le peuple de tel ou tel pays.

L'Union Soviétique et les autres pays socialistes existent, c'est un fait réel. Réel est également le fait que les Etats-Unis d'Amérique et les autres pays capitalistes vivent sous d'autres régimes sociaux, dans les conditions du capitalisme. Reconnaissons cette situation existant réellement et partons de cette situation pour ne pas aller contre la réalité, contre la vie elle-même, ne cherchons pas à changer cette situation en recourant à une ingérence étrangère, à l'aide d'une guerre de certains Etats contre d'autres.

Je répète : il n'y a qu'une seule voie menant à la paix, une seule issue à la tension actuelle et c'est la coexistence pacifique.